

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
CS 70527
28019 Chartres

Chartres, le 19/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHRISTIANSEN PRINT

La Haute Epine
ZA Dièpe
28700 Garancières-En-Beauce

Références : IC260198
Code AIOT : 0010000203

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2026 dans l'établissement CHRISTIANSEN PRINT implanté La Haute Epine ZA Dièpe 28700 Garancières-en-Beauce. L'inspection a été annoncée le 30/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHRISTIANSEN PRINT
- La Haute Epine ZA Dièpe 28700 Garancières-en-Beauce
- Code AIOT : 0010000203
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement CHRISTIANSEN PRINT (ex FRANCE FLEXO) est autorisé à exploiter un atelier de flexographie par l'arrêté préfectoral du 11/07/1988. L'établissement est classé sous le régime de l'autorisation pour des activités d'imprimerie au titre de la rubrique 2450 de la nomenclature des installations classées.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Gestion des eaux pluviales de voirie - NC4 et R2 VI 12/07/2018	Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 1.2.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	30 jours
3	Limitation déversement en milieu naturel - NC6 VI 12/07/2018	Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 2.1.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	8 mois
4	Aération du stockage des encres - NC8 VI 12/07/2018	Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 2.1.10	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
5	Plan de gestion des solvants - NC9 VI 12/07/2018	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30-19	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
6	Murs coupe-feu atelier d'impression - D5 et R1 VI 12/07/2018	Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 2.1.14	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	30 jours
7	Moyens de lutte contre les incendies	Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 1.6.1	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Vérification de l'installation électrique	Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 1.6.6	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Transmission déclaration GEREP - NC2 VI 12/07/2018	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Transmission déclaration GEREP - NC2 VI 12/07/2018

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, GEREP
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 07/12/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale date d'échéance qui a été retenue : 13/09/2018
Prescription contrôlée :

L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

- les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. [...]

Cette déclaration comprend :

- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;
- la quantité par nature du déchet ;
- le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;
- le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

Constats :

VI 12/07/2018 :

Une seule déclaration a été effectuée sur GEREPE en 2012. L'exploitant n'a pas déclaré ses quantités de déchets dangereux générés chaque année.

VI du 07/12/2023

L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'a pas réalisé de déclaration sur GEREPE concernant l'année 2022. Celui-ci a indiqué avoir tenté de procéder à cette déclaration, mais avoir rencontré un problème sur le site de déclaration l'empêchant de sélectionner l'année 2022.

L'inspection des installations classées a relevé que la dernière déclaration réalisée par l'exploitant date du 15 février 2022 pour la période de l'année 2021.

Constat de l'inspection du 30 janvier 2026

en salle :

L'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas réalisé de déclaration sur GEREPE pour les années 2024 et 2025. La déclaration GEREPE a été réalisée pour l'année 2023.

Par courriel en date du 02 février 2026.

L'exploitant a transmis le 02 février 2026 via la plateforme GEREPE les déclarations de déchets dangereux générés pour les années 2024 et 2025.

Conclusion : pas d'écart relevé. La non-conformité est donc levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des eaux pluviales de voirie - NC4 et R2 VI 12/07/2018

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 1.2.6

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'hydrocarbures

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales et eaux issues de la voirie spécifique à l'établissement seront collectées dans deux fossés dont la capacité sera de 300 m3 au total. L'évacuation par le puits filtrant sera située au moins à 40 cm au-dessus du radier des bassins. Les eaux de la voirie devront passer au préalable par un déshuileur-dégraisseur.

Constats :

VI 12/07/2018 :

Les eaux pluviales de voirie ne transitent pas par un séparateur d'hydrocarbures.

VI du 7 décembre 2023 :

L'exploitant a indiqué ne pas avoir procédé à l'installation d'un séparateur d'hydrocarbures au sein de son établissement depuis la dernière visite d'inspection. Il a précisé avoir consulté son bureau d'études, qui lui a indiqué qu'au vu des concentrations en hydrocarbures relevées dans les mesures des eaux pluviales, cet appareil ne paraît pas nécessaire.

L'exploitant a indiqué prévoir déposer un dossier de modification pour procéder à la mise à jour des prescriptions s'appliquant à son établissement.

Visite d'inspection du 30 janvier 2026

en salle :

L'exploitant indique que le séparateur d'hydrocarbures n'a pas été installé au sein de son établissement. Il a déposé le 21 mai 2024 une demande de modification des prescriptions de son arrêté préfectoral d'autorisation. Ce dossier est en cours d'instruction par la DREAL.

L'exploitant a transmis par courriel le 28/01/2026, les résultats d'analyses des eaux pluviales pour l'année 2025. Cependant, le rapport du laboratoire d'analyse précise que ces résultats doivent être interprétés avec précaution car la date et l'heure de prélèvement n'ont pas été indiqués par le client et car le délai de transmission au laboratoire est supérieur aux exigences normatives.

L'inspection rappelle que les résultats de ces premières analyses devront être confirmés par des analyses complémentaires conformes aux exigences normatives afin de pouvoir être prises en compte lors de l'instruction du porter à connaissance déposé en 2024.

Sur site :

De la mousse est présente au niveau des 2 exutoires du fossé ouest. L'exploitant indique ne pas connaître l'origine de cette mousse.

Conclusion : écart relevé. L'installation ne dispose pas d'un séparateur d'hydrocarbures pour les eaux pluviales.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Limitation déversement en milieu naturel - NC6 VI 12/07/2018

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 2.1.4

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux d'extinction

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

En cas d'intervention sur un sinistre nécessitant l'utilisation d'une quantité importante d'eau, toutes mesures doivent être prises afin qu'aucun déversement ne soit effectué directement dans le milieu naturel.

En cas d'intervention des Services d'Incendie et de Secours, l'exploitant préviendra le responsable de cette contrainte.

Constats :VI du 12/07/2018 :

Toutes les mesures ne sont pas prises pour qu'aucun déversement ne soit effectué directement dans le milieu naturel en cas de sinistre.

VI du 7/12/2023 :

L'exploitant a indiqué ne pas avoir progressé sur la mise en place de moyens de rétention, amovibles ou fixe, pour permettre de bloquer un déversement accidentel avant qu'il atteigne le milieu naturel.

Visite d'inspection du 30 janvier 2026en salle :

L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel le 13 novembre 2024 une étude technico-économique présentant les modalités de gestion des eaux incendie. La solution retenue consiste à étanchéifier les fossés préexistants. Selon l'exploitant, les devis sont encore en attente de signature par leur actionnaire cette semaine (semaine du 2 février 2026).

sur site :

L'inspection constate la présence d'un regard dans le fossé dont l'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer la fonction. Toutefois, celui-ci est indiqué sur les plans consultés en salle. Il s'agit d'un puits de recueil des eaux pluviales. L'inspection demande à ce que le rôle de ce puits soit pris en compte dans le projet de création de réserves de rétention.

Par courriel du 9 mars 2026, l'exploitant a transmis un devis signé avec la société SARL Bastien TP pour la réalisation des travaux d'étanchéification des fossés préexistants. Le devis indique une date de travaux de janvier au 30/09/2026.

Conclusion : écart relevé. Le site ne dispose pas de moyen de rétention des eaux incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

N° 4 : Aération du stockage des encres - NC8 VI 12/07/2018

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 2.1.10

Thème(s) : Risques chroniques, Sécurité des locaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 07/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

Le local comprenant le stockage d'encres sera situé à une distance suffisante des installations d'utilisation pour qu'il ne puisse y avoir propagation d'un incendie ; il sera convenablement aéré. Le sol de ce local sera aménagé en capacité de rétention au moyen d'un joint silicone étanche, pouvant retenir la totalité des fluides entreposés. Le tampon de regard dans ce local sera remplacé par un tampon plein.

Constats :

VI du 12/07/2018 :

Le local de stockage d'encre n'est pas aéré.

VI du 7/12/2023 :

L'exploitant a indiqué, durant l'inspection, que les encres qu'il utilise actuellement ne sont pas au risque d'émettre des vapeurs nécessitant l'aération régulière de la pièce. Il n'a cependant pas présenté de fiche de données de sécurité liées à ces produits justifiant de l'absence de vapeurs associées. L'exploitant a indiqué prévoir de demander une modification de cette prescription au vu de l'évolution de ses pratiques et des produits utilisés.

Réponse de l'exploitant du 18/03/24

L'exploitant a transmis par courriel les fiches de données de tous les produits utilisés sur le site.

Visite d'inspection du 30 janvier 2026

sur site :

Les encres et vernis sont stockés dans un local sur rétention. Des traces d'encre ou de vernis sont présentes sur l'ensemble des stockages. Des émissions diffuses de solvants émanent du stockage d'encres et de vernis : présence de bassines et de cartons contenant de l'encre. Deux trappes de désenfumage sont présentes dans le local.

L'exploitant déclare qu'après analyse et demande de conseil auprès de leur fournisseur, celui-ci aurait déconseillé d'aérer mécaniquement le local car l'encre est sensible aux températures. Par ailleurs, le plan gestion des solvants de 2025 indique que les produits utilisés ne présentent pas de risques sanitaires.

L'inspection rappelle que l'exploitant peut demander une modification de la prescription imposant l'aération du local de stockage des encres. Pour cela, il devra produire une analyse des enjeux sanitaires causés par ces encres ainsi que l'impossibilité technique d'aérer et enfin proposer des mesures compensatoires si nécessaires.

Conclusion : écart relevé. Le local de stockage d'encres n'est pas aéré.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Plan de gestion des solvants - NC9 VI 12/07/2018

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30-19
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions de COV
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 30-19 : [...]- Imprimerie : Impression sur rotative offset à sécheur thermique : les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 15 mg/m3.</p> <p>Si la consommation de solvants est supérieure à 15 tonnes par an, le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 30 % de la quantité de solvants utilisée. Le résidu de solvant dans le produit fini n'est pas considéré comme faisant partie des émissions diffuses.</p> <p>Héliogravure d'édition : les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 75 mg/m3.</p> <p>Si la consommation de solvants est supérieure à 25 tonnes par an, le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 10 % de la quantité de solvants utilisée pour les installations autorisées à compter du 31 décembre 2000 et 15 % pour les installations autorisées avant le 1er janvier 2001.</p> <p>Autres ateliers d'héliogravure, flexographie, impression sérigraphique en rotative, contrecollage ou vernissage, impression sérigraphique en rotative sur textiles/cartons : les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes :</p>

La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 75 mg/m³.

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser :

25 % de la quantité de solvants utilisée, si la consommation de solvants est inférieure ou égale à 25 tonnes par an ;

20 % de la quantité de solvants utilisée, si la consommation de solvants est supérieure à 25 tonnes par an. [...]

Constats :

VI du 12/07/2018 :

en salle

En l'absence de prescription d'un schéma de maîtrise des émissions dans l'arrêté préfectoral, le flux d'émissions diffuses de COV est non conforme à l'article 30-19 de l'AM du 2 février 1998.

sur site :

De nombreuses sources d'émissions diffuses sont présentes dans l'atelier d'impression.

VI du 7/12/2023 :

L'exploitant n'a pas présenté, lors de la visite, de version mise à jour de son plan de gestion des solvants, et n'a pas fait le point sur l'évolution de son flux d'émissions diffuses en COV.

Constats de l'inspection du 30 janvier 2026

En salle :

Par courriel du 28 janvier 2026, l'exploitant a fourni le PGS 2025. Ce document indique que l'établissement CHRISTIANSEN PRINT n'emploie pas de solvants à mentions de danger spécifiques. L'inspection relève une nouvelle fois (même constat que pour l'inspection de 2023) que le stockage des clichés n'est pas pris en compte dans les émissions diffuses.

Selon l'arrêté ministériel du 02/02/1998, la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 75 mg/m³. D'après les résultats des mesures de janvier 2020 réalisées sur le site, les concentrations en COV non méthaniques en sortie du point de rejet des sècheurs sont conformes à la valeur limite admissible. Par courriel du 28 janvier 2026, l'exploitant a transmis le devis n°05146 signé le 19/12/2025 commandant la réalisation d'une nouvelle analyse de la concentration de COV dans les rejets canalisés.

Concernant les émissions diffuses, le pourcentage obtenu par le calcul est de l'ordre de 99 % (pour un seuil limite de 25 %). Ce résultat s'explique à la fois par la faible efficacité du dispositif de captation au niveau des machines d'impression et l'emploi de produits de nettoyage à rejet exclusivement diffus.

Sur site :

L'exploitant indique ne pas avoir mis en place de mesures limitant les flux d'émissions diffuses de COV.

Conclusion : écart relevé. le flux d'émissions diffuses de COV est non conforme à l'article 30-19 de l'AM du 2 février 1998.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Murs coupe-feu atelier d'impression - D5 et R1 VI 12/07/2018

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 2.1.14
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 07/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les activités d'impression ou de reproduction graphique nécessitant l'emploi de produits inflammables ou combustibles, les éléments de construction de l'atelier d'impression présenteront les caractéristiques minimales de comportement au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - murs et parois coupe feu de degré deux heures ; - portes pare-flammes de degré de feu une demi-heure ; - couverture incombustible ; - plafonds coupe-feu de degré une heure ; - sol incombustible.
<p>Constats :</p> <p><u>VI du 7/12/2023 :</u></p> <p>L'inspection des installations classées ne dispose pas du PV de classement au feu du mur installé dans l'atelier d'impression. Ce document n'a pas été présenté par l'exploitant le jour de l'inspection ou ultérieurement.</p> <p>Par ailleurs, il n'a pas présenté les documents justifiant que les bureaux ne sont pas dans les flux thermiques pouvant être générés en cas d'incendie.</p> <p><u>Constat de l'inspection du 30 janvier 2026</u></p> <p><u>en salle :</u></p> <p>L'exploitant indique ne pas disposer du procès-verbal de classement REI120 du mur installé entre l'atelier d'impression et les bureaux du personnel. En conséquence, il a choisi de ne pas utiliser ces bureaux et de les laisser complètement vides.</p> <p><u>sur site :</u></p> <p>L'inspection constate qu'aucune personne n'est présente dans les bureaux situés au 1er étage et 2ème étage du bâtiment contenant l'atelier de production. Des extincteurs sont présents à chaque étage. Cependant, le mobilier et les machines n'ont pas encore été entièrement déménagés. Toutefois, du matériel informatique et téléphonique et du mobilier de bureau dont des placards contenant du matériel et des archives sont encore présents et pour certains équipements branchés.</p> <p>En l'état actuel, il n'est donc pas possible d'affirmer que ces locaux ne sont plus utilisés par les employés au moins de manière ponctuelle.</p>

L'inspection demande à ce que ces bureaux soient complètement vidés de tout matériel et que l'interdiction d'accéder à l'étage soit matérialisée par une chaîne et un panneau.
Conclusion : écart relevé. Les bureaux ne sont pas séparés de l'atelier de production par un mur coupe-feu certifié REI120.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Moyens de lutte contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 1.6.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre les incendies

Prescription contrôlée :

L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels que poteaux d'incendie, seaux-pompes, extincteurs, seaux de sable, tas de sable meuble avec pelles. Le matériel sera entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié.

Constats :

Visite d'inspection du 30 janvier 2026

en salle :

L'exploitant nous indique que la porte coupe feu située entre l'atelier de production et la zone de stockage des produits imprimés est endommagée.

Par courriel du 28 janvier 2026, l'exploitant a fourni les rapports 2025 de maintenance du système de désenfumage, du système de détection automatique d'incendie, de vérification des extincteurs,

Le rapport de maintenance du 27/05/2025 (contrat C20170062a-IN) réalisé par la société SIA suite à une visite de contrôle le 26/05/2025 conclut que le système de désenfumage est en bon état fonctionnel.

Le rapport de maintenance préventive du 26/01/2026 (n° WO-00306741) réalisé par la société DEF conclut que le système de détection incendie est partiellement défaillant, avec un point hors service en zone 6 (adresse 26) lié à un défaut d'alimentation des batteries, ainsi qu'un dysfonctionnement des portes coupe-feu n°2 (non-fermeture) et n°1 (déclenchement défectueux).

Le rapport d'inventaire des extincteurs du 07/04/2025 réalisé par F&M Sécurité Incendie ne signale aucun défaut immédiat.

Par courriel du 9 mars 2026, l'exploitant a fourni un bon de commande en date du 24 février 2026 portant sur la réparation des défauts signalés sur les portes coupe-feu.

sur site :

<p>L'inspection constate que la partie basse de la porte coupe-feu n°2 est déformée suite à un choc empêchant la fermeture complète de celle-ci.</p> <p>Conclusion : écart relevé. La centrale de détection incendie présente une anomalie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 8 : Vérification de l'installation électrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/1988, article 1.6.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Visite d'inspection du 30 janvier 2026 : Par courriel en date du 28 janvier 2026, l'exploitant a transmis les rapports 2025 Q18 et Q19. Le rapport de vérification périodique Q18 du 12/09/2025 (n° 134614051-001-1), établi par la société Apave conclut que les installations électriques sont conformes et sans danger, sans aucune non-conformité ni observation signalée. Le rapport de vérification périodique Q19 du 12/09/2025 (n° 134614051-001-1), établi par la société Apave relève plusieurs observations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bureaux production - Escalier (2ème niveau) : Appareil d'éclairage de sécurité (type SATI) en défaillance • Hall préparation papier - Armoire T.D.C. : Identification incorrecte de l'appareillage • Stockage papier - Coffret "Bureau caristes" : Identification incomplète des circuits • Extérieur côté parking bureaux - Coffret "Poste de relevage" : Enveloppe du coffret en mauvais état • Général - Dispositif de coupure d'urgence : Non opérant (tringlerie manquante/défectueuse) • Extérieur côté U.F. - Armoire "Ultrafiltration 1" (Adoucisseur 15Q2) : Absence de protection différentielle haute sensibilité <p>Conclusion : écart relevé. Le rapport Q19 conclut que l'installation électrique présente des défauts non encore corrigés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours